

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE AR-DPMS-2026-N°474
AT ERPAUTORISATION DE CONSTRUIRE, D'AMENAGER OU DE
MODIFIER UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Libellé ERP : Centre de formation HUPSO		
Référence dossier : Autorisation de travaux 266/26/00039		ERP
Déposé le : 05/05/2026	Affaire suivie par : Nicolas AMOUNY	Catégorie : 5
		Type : R
Demandeur :	Re formation (Hupso) - Gracieux Arnaud 70 quai Perrache 69002 Lyon	
Nature des travaux :	Travaux d'aménagement d'un centre de formation	
Adresse :	7 rue Alfred de Musset 69100 VILLEURBANNE	

DIRECTION PRÉVENTION
MEDIATION SECURITESERVICE SECURITE CIVILE
URBAINEhôtel de ville
place lazare goujon
métro gratte-ciel
69601 villeurbanne cedex
téléphone 04 78 03 69 55adresse postale
hôtel de ville
bp 5051
69601 villeurbanne cedex
en rappelant le service
concerné

vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2 ;
vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L 143 - 1 à 3, R 143 - 1 à 47, R 184 - 4 à 5, relatifs aux règles de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
vu l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP);
vu l'avis défavorable émis par le service sécurité civile urbaine en date du 19 juin 2026;
vu l'avis défavorable émis par la Commission Communale d'Accessibilité, lors de la séance plénière du 8 septembre 2026 ;

Considérant la demande d'autorisation de travaux susvisée,

Considérant les conclusions, défavorables des Commissions de Sécurité et d'accessibilité, il convient de refuser la réalisation des travaux étudiés ;

Sur proposition de madame la directrice générale des services de Villeurbanne,

Arrête

Article 1

L'autorisation de travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est **refusée**.

Article 2

Le présent refus est motivé, au titre de la sécurité incendie, par les raisons suivantes :

- Incohérences relevées entre les plans et la notice de sécurité fournis
- Informations complémentaires transmises incomplètes
- Isolement avec les tiers non précisé
- Absence de plan d'aménagement intérieur précis
- Dégagements des salles de formation non conformes
- Emplacement et puissance de la chaudière pédagogiques non précisés
- Absence de dispositif de désenfumage pour la salle supérieure à 300m²

Le compte-rendu de la commission communale d'accessibilité précisant les motifs de l'avis défavorable est joint au présent arrêté.

Article 3

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié au demandeur et à l'exploitant et publié sur le compte internet de la ville.

Article 5

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Madame la Préfète du Rhône (Direction des Libertés publiques et des Affaires Décentralisées).

Villeurbanne, le lundi 21 septembre 2026

Yann Crombecque

Adjoint au maire
délégué à la sécurité, à la prévention, et au cadre de vie, à
la lutte contre le racisme et l'antisémitisme,
à la laïcité, à la citoyenneté et au dialogue avec les cultes